



**Michael Frank**

Direktor des VSE  
michael.frank@strom.ch

Directeur de l'AES  
michael.frank@electricite.ch

## Die andere Hälfte der Miete

Versorgungssicherheit wird aktuell heisser diskutiert als je zuvor. Im Fokus steht dabei primär die Stromproduktion – gewiss die eine Hälfte der Miete. Die andere Hälfte jedoch wird sträflich ausgeblendet. Dabei gilt auch in einem erneuerbaren Energiesystem: ohne Netz keinen Strom. Wir können produktionsseitig noch so hochfahren. Es nützt alles nichts, wenn wir den Strom nicht dorthin befördern können, wo wir ihn brauchen. Strom und Netz bedingen sich gegenseitig.

Unser Stromnetz ist Spitzenklasse, im Schnitt fällt es hierzulande nur rund 20 Minuten im Jahr aus. Man beneidet uns dafür. Möglich machen es die durchschnittlich 1,2 Milliarden Franken, die schon im heutigen Energiesystem jährlich in die über 250 000 km Netze fliessen. Und dies allein, um die Netze zu erhalten. Wer nun glaubt, man könne so weiterfahren, irrt gewaltig. Die tiefgreifende Umwandlung des Energiesystems bedarf einer Netzinfrastruktur, die den sich wandelnden, neuen Anforderungen gerecht wird. Erhalten reicht nicht. Wir müssen die Netze anpassen, digitalisieren und nötigenfalls ausbauen.

Weitsichtiges Denken und angemessene Rahmenbedingungen für langfristige, kapitalintensive Investments sind gefragt. Anlegerinnen und Anleger brauchen Sicherheit, wie stabile und angemessene Zinsen. Eine solche bietet der vom Bund festgelegte kalkulatorische Zinssatz für das im Stromnetz gebundene Kapital WACC (Weighted Average Cost of Capital). Teile der Wirtschaft und der oberste Preisüberwacher forderten unlängst die Senkung des WACC, obwohl die langfristigen Zinsen steigen. Ihnen sei gesagt: Wer an der Netzfinanzierung herumschraubt, schraubt an der Versorgungssicherheit.

Der Bundesrat ist sich dessen bewusst. Mit seinem Entscheid, den WACC für das kommende Tarifjahr unverändert zu lassen, hält er Kurs in der Energie- und Klimastrategie. Das Stromnetz ist der Enabler der erneuerbaren Energieversorgung und der Elektrifizierung, die das Netto-Null-Ziel vorgibt. Es ist Zeit, dass wir den Netzen die Bedeutung beimessen, die sie für die Versorgungssicherheit tatsächlich haben.

## N'oublions pas l'artère vitale

La sécurité d'approvisionnement n'a jamais fait l'objet de tant de discussions qu'aujourd'hui. Au centre des préoccupations: en premier lieu, la production d'électricité – sans aucun doute, une partie importante. Mais l'autre partie est éhontément occultée. Pourtant, même dans un système énergétique renouvelable, la règle d'or vaut toujours: sans réseaux, pas d'électricité. Faire tourner la production à plein régime ne servira à rien si nous ne pouvons pas transporter le courant là où nous en avons besoin. L'électricité et le réseau sont interdépendants.

Notre réseau est d'une qualité exceptionnelle: en moyenne, il ne tombe en panne qu'environ 20 minutes par an. On nous envie pour cela. C'est grâce aux 1,2 milliard de francs (en moyenne) qui sont investis chaque année dans le système énergétique actuel pour les plus de 250 000 km de réseaux – et ce, rien que pour les maintenir. Continuer comme ça? Qui croit que cela est possible se trompe amèrement! La transformation profonde du système énergétique nécessite une infrastructure de réseau qui réponde aux nouvelles exigences en mutation. Maintenir ne suffit pas. Nous devons adapter, digitaliser et, si besoin, étendre les réseaux.

Ce qu'on recherche, c'est une réflexion à long terme et des conditions-cadre appropriées pour des investissements à fort coefficient de capital. Les investisseurs et les investisseuses ont besoin de sécurité, telle que des intérêts stables et justes. Le taux d'intérêt calculé du capital investi fixé par la Confédération pour le capital lié dans le réseau électrique (ou WACC: Weighted Average Cost of Capital) offre cette sécurité. Certains acteurs de l'économie et la Surveillance des prix, autorité suprême, ont exigé il y a peu la baisse du WACC, bien que les intérêts à long terme soient en hausse. Qu'ils se le tiennent pour dit: jouer avec le financement des réseaux, c'est jouer avec la sécurité d'approvisionnement.

Le Conseil fédéral a conscience de cela. Par sa décision de ne pas toucher au WACC pour l'année tarifaire à venir, il garde le cap de la stratégie énergétique et climatique. Le réseau électrique est à la fois le pilier et la condition sine qua non de l'approvisionnement en énergie renouvelable et de l'électrification, cette dernière étant imposée par l'objectif zéro émission nette. Il est temps que nous donnions aux réseaux l'importance qu'ils revêtent en réalité pour la sécurité d'approvisionnement.